



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'ASSOCIATION AVA HABITAT ET NOMADISME POUR LE COFINANCEMENT DE 4,69 ETP SUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

La présente convention est conclue entre :

Le **Département du Bas-Rhin**, dont le siège est à Strasbourg – Place du Quartier Blanc, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin, ci-après désigné par les termes « le Département », d'une part

Et

L'**association AVA habitat et nomadisme** dont le siège social se situe à la Maison des Associations – 1a, place des Orphelins à 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, ci-après désignée « le bénéficiaire », d'autre part.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- la délibération du Conseil Départemental du 2 novembre 2015 adoptant le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2015-2020 ;
- la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 6 février 2017.

Préambule :

Le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2015-2020 a repéré sur l'ensemble du département environ 450 familles sur 73 sites dans une cinquantaine de communes vivant sur des sites d'habitats précaires, inadaptés, voire insalubres.

Depuis 15 ans, le Département soutient l'intervention d'AVA habitat et nomadisme, en lien avec les communes concernées, sur les sites de nomades sédentarisés ou auprès de ménages isolés : aide pour des travaux d'urgence (électrification, adduction d'eau, assainissement, etc.), pour des relogements d'urgence (dans des modules d'habitation, des habitations légères de loisirs, etc.) et pour la création de logements adaptés (PLA-I, auto construction ou auto réhabilitation) ou de terrains familiaux.

Considérant les avancées indéniables réalisées dans ce domaine, ces initiatives ont été retenues et confortées par le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées 2015-2020.

I : OBJET DE LA CONVENTION

Article 1er : Objet

Compte tenu de l'importance que le Département du Bas-Rhin accorde au domaine d'intervention de l'association, il s'engage à soutenir l'objet général de l'association, et notamment les actions qu'elle entreprend.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'octroi d'une subvention de fonctionnement attribuée par le Département à l'association AVA habitat et nomadisme pour la participation en 2017 au financement de 4,69 ETP.

En cas de nécessité, la présente convention pourrait être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention attribuée pourrait notamment être revu par décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, en tenant compte le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par le Département du Bas-Rhin d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur.

II : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Article 3 : Montant de la subvention départementale annuelle

Au regard des engagements imposés par la présente convention et sous la condition expresse que l'association en remplira réellement toutes les clauses, le Département accorde une subvention totale de 77 000 € pour le cofinancement en 2017 de 4,69 ETP de l'association AVA habitat et nomadisme selon le détail ci-après :

- le directeur de l'association (0,8 ETP) et le secrétariat de l'association (0,69 ETP) ;
- le chef de chantier-intervenant technique (1 ETP) ;
- des postes d'agents de développement habitat (2,2 ETP) dont deux postes d'architecte.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention départementale sera versée selon les modalités suivantes :

- 80% du montant de la subvention départementale à la signature de la présente convention,
- le solde après production du bilan d'activités annuel des postes et fourniture du compte de résultats 2016 de l'association.

III : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Article 5 : Utilisation de la subvention

L'association s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif.

Elle s'engage par ailleurs à utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit dans l'article 1er précité.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention dans ses articles 1 et 2 et son budget prévisionnel entraînera la résiliation de cette convention et le remboursement de l'ensemble des sommes versées.

Dans l'hypothèse où les objectifs cités à l'article 1er n'auront pas été réalisés au 31 décembre de l'année en cours, l'association s'engage à rembourser au Département le montant des subventions afférent.

Le bénéficiaire s'engage à utiliser l'intégralité de la subvention pour financer les actions suivantes :

1. **le poste de chef de chantier - intervenant technique** dont les missions sont les suivantes :
 - rôle pédagogique par la transmission d'un savoir-faire technique (montrer, faire avec et non pas faire à la place) ;
 - rôle technique par le conseil et l'aide technique (chiffrage des projets, détermination des travaux à engager) ;
 - rôle d'accompagnement et de mise en œuvre (encadrement des membres de la famille intervenant sur le chantier, participation aux travaux pour les familles présentant le moins de capacités) ;
 - le chef de chantier – intervenant technique intervient à l'échelle de l'ensemble du département auprès des familles ou des ménages désireux de construire, d'aménager ou d'améliorer leur habitat par eux-mêmes, le choix de ces sites d'intervention prioritaires sera validé, chaque trimestre, conjointement entre le Département et le bénéficiaire.

2. **les postes d'agents de développement habitat-logement** dont les missions sont les suivantes :
 - Diagnostic et analyse des différentes composantes de la problématique, écoute des partenaires et des populations concernées.
 - Elaboration d'une ou plusieurs solutions adaptées et chiffrées rapidement, prise en compte des critères et des spécificités identifiés, choix de solutions techniques et constructives adaptées aux contraintes et impliquant les populations.
 - Montage et financement : constitution des dossiers de maîtrise d'œuvre (permis de construire, demande de raccordements...), consultation des organismes de certification, descriptifs quantitatifs et estimatifs, plans d'exécution et chiffrage précis sur la base de bordereaux de prix de fournisseurs, plan de financement des projets, recherche des financements.
 - Mise en œuvre, suivi et réalisation du chantier, assistance technique, contrôle de l'achat et de l'acheminement des matériaux.

3. **le poste de directeur de l'association** :

Il s'agit d'assurer la coordination des actions et de l'équipe de l'association ainsi que la recherche de cofinancements pour les projets d'habitat. L'association est également partenaire d'un certain nombre d'instances (commission départementale consultative des gens du voyage, PDALHPD, etc.) pour lesquelles le coordonnateur joue un rôle d'expert.

Il conseille également les services du Département dans le cadre des projets d'habitat précaire à l'échelle départementale. Il actualise chaque année le tableau de repérage des sites d'habitat précaire.

4. le poste de secrétaire de l'association pour le suivi administratif et comptable.

Les salariés de l'association interviennent à l'échelle de l'ensemble du département. Le choix des sites d'intervention prioritaires est soumis aux avis et observations des partenaires du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) dans le cadre d'un comité de suivi semestriel.

L'association s'engage sur un objectif de réalisation d'au moins 20 projets ou interventions (adduction d'eau, électrification, conseil aux familles, auto réhabilitation, auto construction, mise en place de mobile homes, etc.) au cours de l'année 2017.

Le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention devra être adressé au Département au plus tard dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice 2017.

Article 6 : Documents à produire

Pour la liste des documents à produire, il convient de se reporter au formulaire harmonisé de demande de subvention dont le cadre général a été approuvé par la Commission Permanente du Conseil Général le 18 octobre 2004.

L'association devra notamment transmettre au Département son rapport d'activités annuel.

Article 7 : Obligations fiscales et sociales

L'association s'engage à prendre en charge toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché ou inquiété en aucune façon, à ce sujet.

Article 8 : Responsabilités - assurances

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être ni recherchée ni engagée.

Article 9 : Information et communication

L'association dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Département du Bas-Rhin dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Département du Bas-Rhin sur les documents édités par l'association et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Département, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Département du Bas-Rhin.

Article 10 : Contrôle sur place et sur pièces

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Département du Bas-Rhin.

Dans ces conditions, l'association s'engage à mettre en oeuvre les moyens nécessaires et à faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables dont la production serait jugée utile.

Article 11 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir au Département les documents comptables (bilans, comptes de résultats, annexes et rapports du Commissaire aux Comptes le cas échéant) au plus tard dans les six mois qui suivent l'exercice clos ayant bénéficié des subventions départementales.

Dans le cadre de la production de ces documents, l'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no. 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel du 8 avril 1999.

L'association s'engage également à respecter la réglementation en vigueur en matière de nomination d'un Commissaire aux Comptes et à produire au Département du Bas-Rhin tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles. Le cas échéant, l'association s'engage à communiquer au Département le nom du ou des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant leur désignation.

IV : DIVERS

Article 12 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la vérification par le Département du Bas-Rhin de la réalisation de l'objectif cité à l'article 1er.

Article 13 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 14 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois et sans indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le versement de la subvention est interrompu et un arrêté d'abrogation de l'arrêté attributif de subvention est alors notifié à l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou à l'une des clauses de l'un des quelconques avenants à ladite convention, dès lors que, dans les trois mois suivants la date de réception de la mise en demeure envoyée par le Département du Bas-Rhin par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas donné de suite favorable.

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner, outre l'interruption du versement de l'aide financière par le Département décrite ci-dessus, la demande de reversement en totalité ou en partie des montants déjà versés et la non prise en compte des demandes de subvention présentées ultérieurement par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la pérennité de l'association et la poursuite de ses activités, ou en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, le Département se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention attribuée.

Article 15 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental du Bas-Rhin - Hôtel du Département - Place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9.

Article 16 : Election du domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège du Département.

Article 17 : nombre d'exemplaires de la présente convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui seront remis à chaque partie signataire.

Fait à Strasbourg, le 6 février 2017

Pour le bénéficiaire
Le Président de l'association
AVA habitat et nomadisme

Pour le Département
Le Président du Conseil Départemental

Patrick MACIEJEWSKI

Frédéric BIERRY